L'OBS 25/05/22

Au-delà du symbole de sa nomination, que fera Pap Ndiaye à l'Education nationale ?

Pap Ndiaye, quelques mois après sa nomination en tant que directeur du Musée national de l'Histoire de l'Immigration, en 2021. (Cyril Zannettacci/ Agence VU) (Cyril Zannettacci/ Agence VU)

Personne n'avait imaginé que l'historien Pap Ndiaye, spécialiste des minorités et des discriminations raciales, succéderait à Jean-Michel Blanquer, grand pourfendeur du « wokisme ». Mais après ce coup politique singulier, toute la question est de savoir ce qu'il va faire à la tête de ce ministère.

Par Sylvain Courage et Gurvan Le Guellec

· Publié le 25 mai 2022 à 7h56

Temps de lecture 7 min

Ce 19 mai, à 21h30, le soleil se couche sur Paris. Un journaliste de « l'Obs » et son compagnon dînent à la terrasse d'un restaurant, près de Matignon. Sur le trottoir, ils avisent une connaissance : *« Bonsoir Pap, comment vas-tu ? »* Affable, l'historien Pap Ndiaye les salue. *« Que fais-tu en costume-cravate par cette chaleur ? Tu sors d'un colloque ? »* s'inquiète notre rédacteur. *« Euh… non, d'un ministère »,* répond l'universitaire. Alors que le directeur du Musée national de l'Histoire de l'Immigration tourne les talons, un soupçon traverse le couple : *« Que fait donc Pap Ndiaye rue de Varenne, la veille d'un remaniement ministériel ? »*

« L'Obs » est passé à deux doigts du scoop. Mais comment deviner que les rênes du premier employeur de France seraient confiées à un intellectuel, remarquable mais dénué de toute expérience politique ? Que Pap Ndiaye, pionnier français des « black studies » et partisan de la discrimination positive, succéderait à Jean-Michel Blanquer, grand pourfendeur du *« communautarisme »,* de *« l'islamo-gauchisme »* et de *« l'idéologie woke »* ? Et qu'Emmanuel Macron tenterait ainsi de se rabibocher avec les enseignants, tout en prenant à revers cette gauche qui le défie aux législatives du 12 juin ?

Coup politique singulier, la consécration de Pap Ndiaye a surpris la France. L'historien ne figurait dans aucune liste des favoris pour le job. Mais le symbole qu'il représente – premier homme noir à diriger

l'Education nationale – n'a échappé à personne. Illico, les tribuns de l'extrême droite ont hurlé à la mort. Le nouveau ministre de l'Education nationale et de la Jeunesse serait un *« militant racialiste et anti-flics »* selon Jordan Bardella, *« un intellectuel indigéniste, wokiste, obsédé par la race »* selon Eric Zemmour et *« un choix terrifiant »* selon Marine Le Pen. Déjà des torrents d'injures se sont répandus sur les réseaux sociaux, contraignant la Première ministre Elisabeth Borne à prendre sa défense :

« Pap Ndiaye est un républicain très engagé, quelqu'un qui croit aux valeurs de la République et c'est bien évidemment ce qu'il va porter en tant que ministre de l'Education nationale. »

A gauche, l'embarras est manifeste. Jean-Luc Mélenchon a dû saluer la nomination d'un « grand intellectuel » et « l'audace » du choix présidentiel. Mais le ralliement à Macron horripile. Julien Bayou, secrétaire général de EELV, ignore *« comment ça va se passer entre Pap Ndiaye qui s'indigne des violences policières et Gérald Darmanin qui conteste ce mot et la réalité »*. Tandis que la députée Danièle Obono (La France insoumise) le voit *« accompagner la fin de l'école républicaine tout en exaltant sa mythique dimension "méritocratique" »* et *« enrager les racistes et réacs de tout poil tout en neutralisant les antiracistes et progressistes »*.

Pris de court

« Que va-t-il faire dans cette galère ? », s'interroge ce petit monde pour lequel Pap symbolise – malgré lui, mais tout de même un peu avec son accord – ce qu'un de ses livres appelle « la Condition noire ». Pap et sa sœur puissante Marie NDiaye, la romancière-prix Goncourt. Pap le Parisien, introduit dans tous les cercles de la gauche intellectuelle et médiatique. Par son réseau personnel mais aussi le biais de sa compagne, la sociologue Jeanne Lazarus, première femme présidente du conseil de Sciences-Po Paris (où lui-même était en poste comme professeur jusqu'à ce jour) et arrière-petite-fille de l'ancien président du conseil René Pleven et du général Mangin, ordonnateur de la *« force noire »* des tirailleurs sénégalais pendant la guerre de 1914.

Dans le monde enseignant, la nomination de l'universitaire a pris de court. Les noms de proches du président – Gabriel Attal, Julien Denormandie – circulaient, mais nul n'avait vu venir une personnalité aussi marquée à gauche et éloignée a priori des fondamentaux du blanquérisme. Pour les 900 000 enseignants, dont les relations avec le ministre sortant se sont envenimées au point de devenir un enjeu politique pour la macronie, le symbole Ndiaye paraît particulièrement puissant. *« Emmanuel Macron a certainement voulu adresser un message à la communauté éducative, c'est un symbole de rupture qui va plutôt dans le bon sens, nous en prenons acte »*, admet Sophie Vénétitay, la secrétaire générale du SNES-FSU, syndicat majoritaire du second degré, tout en rappelant qu'*« on ne pilote pas une politique éducative avec des symboles et que le futur ministre sera uniquement jugé sur ses actes »*.

Si Macron avait voulu faire oublier la rudesse de Blanquer, voire ses propres maladresses, il ne s'y serait pas mieux pris. Apprécié à l'Elysée, où il a été consulté par la cellule diplomatique pour tracer un nouveau cap de la politique africaine et conceptualiser le discours de panthéonisation de Joséphine Baker, Pap Ndiaye avait déjà été choisi par Macron, au printemps 2021, pour diriger le Musée national de l'Histoire de l'Immigration. Sa mission : concilier les mémoires à vif de l'esclavage et de la colonisation. Le président, qui n'avait pas du tout apprécié le discours anti-« woke » de son ancien protégé Jean-Michel Blanquer lors d'un colloque organisé à la Sorbonne en janvier, a donc voulu étendre la mission pacificatrice de l'historien.

Tout en nuances

En quoi Pap Ndiaye est-il un symbole de rupture ? Il y a bien sûr les questions identitaires, sur lesquelles il défend un « en même temps » à la fois universaliste et sensible aux questions raciales et migratoires plutôt en phase avec le positionnement majoritaire des enseignants, tiraillés entre leur ADN antiraciste et leur attachement à la laïcité. *« Avec Jean-Michel Blanquer et certains membres de son Conseil des sages de la laïcité, nous avions parfois le sentiment de devoir choisir entre la pensée universaliste et le combat antiraciste comme si l'un excluait l'autre. On peut espérer que ce ne sera plus le cas »,* souffle Catherine Nave-Bekhti, la secrétaire générale du SGEN-CFDT.

Il y a aussi le style. Là où le juriste Blanquer construisait ses programmes politiques comme des traités de droit, aimait les positions tranchées et prétendait dépasser par son action les déterminismes enfermant les enfants d'immigrés dans la victimisation, l'historien Ndiaye, compagnon d'une sociologue, défend les approches tout en nuances et en contextualisation. *« Nous avons collectivement le devoir de réparer les sociétés contemporaines, minées par les inégalités et les injustices qui viennent pour une bonne part de l'esclavage »,* a dit au « Monde » celui qui s'est efforcé, au Musée de l'Immigration, de *« transmettre, c'est-à-dire de se saisir de questions qui peuvent être politiquement délicates et sensibles pour les présenter à bonne distance avec le travail des historiens et permettre à chacun de s'y retrouver ».*

Une volonté d'entraîner et d'inclure que n'avait pas forcément son prédécesseur, et qui peut paraître de bon augure alors qu'un des enjeux du quinquennat à venir est l'appropriation par tous – élèves, familles et surtout enseignants – des nombreuses réformes lancées depuis cinq ans.

Secret d'Etat

Il y a enfin l'expérience. Jean-Michel Blanquer était arrivé rue de Grenelle en 2017 avec un programme tout ficelé, un long parcours au sein de l'Education nationale et une équipe de fidèles. Avec Pap Ndiaye, rien de tout cela. *« Les ministres non spécialistes sont souvent les moins pénibles. Cela les met en situation de nous écouter »,* se rassure Bruno Bobkiewicz, patron du syndicat majoritaire des proviseurs. Certains tiquent tout de même sur son manque de réseau et sa fragilité politique face aux barons de la macronie, notamment le puissant Bruno Le Maire, auxquels il faudra arracher des arbitrages budgétaires. Un ancien ministère note :

« Le risque, c'est qu'il soit sous la double tutelle de la présidence et de son administration, où toutes les grandes directions sont désormais sous la coupe d'énarques. Il ne faudrait pas que l'on se retrouve à appliquer des politiques hors sol selon la dernière lubie de l'Elysée. La constitution du cabinet va être cruciale. »

Un premier signal : son directeur de cabinet devrait être l'actuel recteur du Grand-Est, Jean-Marc Huart, un blanquérien « modéré », patron de l'administration du ministère de 2017 à 2019, mais plutôt apprécié par les syndicats.

Reste la grande inconnue. Que pense Pap Ndiaye de l'éducation ? Tous ceux qui le connaissent présupposent qu'il doit avoir des idées élaborées sur la question, mais personne ne l'a entendu en parler. Ce *« brouillard »,* comme dit une syndicaliste, est d'autant plus déstabilisant que le candidat Macron a déjà établi lors de sa campagne un programme pour les cinq ans à venir : autonomie croissante des établissements incités à innover pour décrocher des budgets et, surtout, *« pacte »* avec les enseignants à qui des augmentations très substantielles (6 milliards par an) ont été promises pour peu qu'ils acceptent de nouvelles missions (suivi individualisé des élèves, approfondissement des rapports avec les familles, remplacement, formation en dehors des cours…). Le ministre partage-t-il cette feuille de route ? Rien, dans ses prises de position, ne permet d'y répondre.

Les opinions éducatives de Pap Ndiaye sont donc un secret d'Etat. Elles devraient le rester jusqu'à la mi-juin puisqu'il est, période électorale oblige, tenu au devoir de réserve. Pour imaginer l'avenir, il reste son CV. Jeunesse à Bourg-la-Reine, banlieue privilégiée du sud de Paris, auprès d'une mère célibataire professeure de SVT, lycéen extrêmement brillant à Lakanal, khâgneux à Henri-IV, normalien, prof à l'EHESS, puis à Sciences-Po... Pap Ndiaye coche toutes les cases de ce qu'il a appelé la « *méritocratie* » dans son discours de passation de pouvoir, mais qu'on qualifiera plutôt d'élitisme républicain. Qu'en tirer comme conclusion ? Que le ministre partage probablement la rhétorique des premiers de cordée chère au président. Et qu'il pourrait donc bien faire sienne la volonté de responsabilisation plus précoce des jeunes qui sous-tend la très contestée réforme du lycée.

Tropisme américain

Autre indice : sa trajectoire d'universitaire hors de l'université française – ENS, campus américains, EHESS, Sciences-Po – mais au sein d'établissements sélectifs et « agiles » le rapproche des positions macronistes sur les questions d'organisation. Le président ne s'en cache pas : il veut rompre avec le bureaucratisme hypercentralisé du mammouth pour accroître la prise de responsabilités des enseignants. Pap Ndiaye devra mettre en musique ce projet. Et avec le capital confiance dont il dispose, il est peut-être le bon homme au bon endroit pour faire passer le « *pacte* » présidentiel. Une réforme ni de gauche ni de droite (le PS et l'UMP y avaient pensé) mais qui, présentée avec peu de tact par le candidat Macron, a fait se cabrer la majorité du corps enseignant.

Autre bon point vu de l'Elysée : le tropisme américain. Bien qu'excellent élève, Pap Ndiaye a profité des mécanismes de l'*affirmative action* pour parachever son cursus dans de coûteuses universités aux Etats-Unis. On peut supposer qu'il poursuivra les politiques de discrimination positive dont Emmanuel Macron est très friand. Quid toutefois des 15 à 20 % d'élèves en grande difficulté et souvent ghettoïsés qui, à chaque enquête internationale, plombent les résultats français et dont notre système scolaire, pensé par les élites pour les élites, ne sait que faire ? « *Compte tenu de ce qu'il est et de ce qu'il porte, on peut imaginer que le gouvernement s'attaquera enfin aux questions de ségrégation scolaire qui n'ont presque pas été traitées depuis cinq ans* », se projette Catherine Nave-Bekhti.

Les mauvaises langues feront remarquer que les deux enfants de Pap Ndiaye sont scolarisés à l'Ecole alsacienne, temple (privé) de la grande bourgeoisie intellectuelle, ce qui n'a pas manqué de faire tiquer quelques syndicalistes. Pour sa défense, on fera valoir qu'il n'est pas le premier à céder à cette étrange coutume de la gauche parisienne, deux de ses prédécesseurs rue de Grenelle, les farouches républicains Lionel Jospin et Jean-Pierre Chevènement, ayant fait de même. Mi-chèvre mi-chou, Stéphane Crochet, patron de la très laïque SE-Unsa, essaie même d'en tirer une note positive : « *L'Alsacienne est connue pour placer le bien-être de ses élèves au cœur de son action. Si ça peut le rendre sensible à la question, signons !* »